

L'EVOLUTION DE L'ASIE DU SUD DE 1947 A 2006

1. Les relations internationales de l'Asie du Sud

Cette question peut être abordée selon deux perspectives, qui se recoupent : celle de l'antagonisme fondamental opposant l'Union Indienne et le Pakistan, né des conditions du partage de 1947, et qui s'est perpétué, voire accentué au cours des six décennies suivantes, au cours desquelles ces deux pays sont devenus des puissances nucléaires ; et celle des relations de ces deux pays avec les grandes puissances mondiales, d'abord dans le contexte de la guerre froide, puis dans celui de l'effondrement du bloc soviétique et de la montée de l'islamisme politique.

Au début de la "guerre froide", la question est de savoir si les pays nouvellement indépendants vont s'aligner sur les blocs en formation. Les pays les plus fragiles, Pakistan et Ceylan, n'ont pas les moyens économiques et stratégiques de mener une politique indépendante de la Grande Bretagne et des Etats-Unis : ils vont être intégrés dans des systèmes d'alliances visant à contenir l'expansion de l'Union soviétique, et à partir de 1949, de la Chine communiste. Le Pakistan en particulier sera le pivot d'un double système, celui du Pacte de Bagdad (1955), qui va de la Turquie au Pakistan, et celui du Pacte de Manille (1956), qui va du Pakistan aux Philippines (OTASE).

En revanche, les gouvernants de l'Union Indienne choisissent d'emblée, à l'initiative de Nehru qui cumule les fonctions de Premier Ministre et de Ministre des Affaires Etrangères, de suivre une ligne indépendante des deux blocs, tout en maintenant le rattachement de l'Inde au Commonwealth britannique. Ils vont donc saisir toutes les occasions d'attirer d'autres pays issus du mouvement de décolonisation afin de constituer un troisième bloc, qui sera qualifié selon les cas de non-aligné, d'afro-asiatique, ou de Tiers-Monde, dont Nehru apparaîtra le promoteur et l'Inde comme le leader (notamment lors de la conférence de Bandung, 1955). Ce projet se heurte à l'hostilité des Etats-Unis, qui suspectent Nehru de sympathies occultes à l'égard du bloc communiste, surtout lorsque la Chine devient pour un temps membre de ce cercle. Ce qui conduit les Etats-Unis à appuyer militairement le Pakistan. L'Inde finit par se tourner vers l'URSS, notamment après la rupture des relations entre l'Inde et la Chine suite à la crise tibétaine (1959) et à la guerre de l'Himalaya (1962), et après le rapprochement entre le Pakistan et la Chine faisant suite à la crise des relations sino-soviétiques. La révolte tibétaine de 1959, suivie de l'exil en Inde du Dalai Lama, a fait apparaître le caractère superficiel du rapprochement de Bandung en 1955, et la guerre déclenchée par la Chine dans l'Himalaya en 1962 a ruiné le principe nehruvien de coexistence pacifique. Pour autant, l'Inde ne s'est pas alignée sur l'URSS, se contentant de lui acheter du matériel militaire et de soutenir à l'occasion ses positions en échange d'un appui diplomatique.

L'éclatement du Pakistan en 1971 modifie la donne géostratégique, en offrant l'avantage à l'Inde qui n'est plus prise en étau entre les deux parties du Pakistan. Mais l'affaiblissement puis l'effondrement de l'URSS, minée par la guerre d'Afghanistan attisée par les Etats Unis et le Pakistan (1979-1989), affecte la position de l'Inde qui se retrouve isolée au début des années 1990. C'est à ce moment que ses dirigeants sont contraints d'accélérer l'évolution de leur stratégie économique en appliquant les recettes libérales de la Banque mondiale et du F.M.I. A la fin des années 1990 et au début des années 2000, en dépit de l'accélération de son programme nucléaire qui déplaît aux grandes puissances, l'Inde se rapproche des Etats-Unis dans un monde unipolaire où, dans la plupart des pays majoritairement musulmans, jusque là alliés fidèles du bloc occidental, se dessinent des mouvements visant à constituer un bloc hostile aux Etats-Unis. Les scientifiques et entrepreneurs indiens installés en Amérique où ils occupent une place croissante dans la cyber-économie, ont joué un rôle important dans ce rapprochement : les diasporas indiennes exercent désormais une influence sensible en matière de politique étrangère. Mais le Pakistan reste un partenaire essentiel dans la stratégie américaine, ce qui limite les effets de cette nouvelle configuration.

Les relations de l'Union Indienne avec ses voisins sont dominées par une sorte de complexe de supériorité : ses élites dirigeantes ont tendance à comparer la force et la relative stabilité de la « plus grande démocratie du monde » avec l'instabilité et /ou la nature autoritaire des régimes de la majorité de ses voisins, petits et grands. La stratégie de l'Inde consiste à faire reconnaître sa suprématie régionale par ses voisins, et par les grandes puissances mondiales ; l'espace maritime de l'Océan Indien, et l'espace montagneux de l'Himalaya, sont les deux zones où s'exerce cette ambition : la marine, et l'infanterie de montagne, ont une importance particulière au sein de ses forces armées ; mais la mise au point de l'arme nucléaire et des engins balistiques susceptibles de la transporter, par l'Inde puis par le Pakistan, tend à changer cette équation, et fait apparaître le risque d'une déflagration majeure dans une région du monde proche du foyer de tension moyen-oriental.

Les relations Inde-Pakistan ont été marquées par une série de guerres ouvertes (1947-49 pour le contrôle du Cachemire ; septembre 1965 ; décembre 1971 pour l'indépendance du Bangladesh) et de crises risquant de déboucher sur un conflit (1998-1999, essais nucléaires puis affaire de Kargil) ; et dans l'intervalle par des tentatives de rapprochement, qui ont toutes avorté. Les deux pays se sont reconnus mutuellement dès l'indépendance, sans reconnaître le tracé de leurs frontières. La question majeure est celle du Cachemire, principauté sous protectorat britannique dont le prince (hindou) avait opté en 1947 pour l'adhésion à l'Inde alors que le Pakistan réclamait cette province en arguant de l'identité musulmane de la très grande majorité de sa population, qui n'avait pas été consultée. La revendication autonomiste des Sikhs du Panjab, qui a déstabilisé l'Inde au cours des années 1980, a d'autre part été entretenue par le Pakistan (qui n'en était pas l'initiateur). L'opinion publique indienne est enfin prompte à dénoncer la main du Pakistan dans les attentats commis en Inde depuis quelques années, et les musulmans restés en

Inde, considérés par la frange extrémiste des milieux hindous comme complices de ces menées pakistanaises réelles ou imaginaires, ont été victimes de violences organisées depuis le début des années 1990.

L'Inde est intervenue dans les affaires des petits états de la région dès 1948, tout en respectant leur indépendance formelle. Depuis 1949, elle contrôle les relations extérieures du Bhoutan qui n'a été admis à l'ONU qu'en 1971. Le traité de commerce de 1950 avec le Népal lui donne un droit de regard sur les affaires de son voisin himalayen, et elle suit avec inquiétude la crise du régime monarchique et la montée des mouvements "maoïstes" dans cet Etat. Mais c'est avec Ceylan / Sri Lanka que les relations sont les plus tendues : les travailleurs d'origine sud-indienne employés sur les plantations de l'île s'étaient vus refuser la citoyenneté ceylanaise en 1949, sans obtenir la citoyenneté indienne : le sort de ces apatrides n'a été (mal) réglé qu'entre 1964 et 1987, avec le rapatriement forcé d'une partie d'entre eux en Inde ; à partir des années 1980, c'est la revendication séparatiste des Tamouls du nord et de l'est de l'île qui a entraîné des interventions indiennes en leur faveur, notamment de 1987 à 1990, jusqu'à ce que l'assassinat de Rajiv Gandhi par une militante appartenant à l'organisation des « Tigres » tamouls mette un terme aux velléités d'appui indien à la rébellion ; mais l'instabilité de l'île représente une menace dans une zone où s'exercent les ambitions maritimes de l'Inde.

La SAARC (Association de coopération régionale d'Asie du Sud) a été créée à l'initiative du Bangladesh, en dépit des réticences de l'Inde inquiète de ce qui pouvait remettre en cause sa prééminence dans la région après l'éclatement du Pakistan, pour débattre de questions concernant l'ensemble des pays (commerce, environnement, culture) à l'exclusion des problèmes bilatéraux et des affaires militaires. Les dirigeants des pays d'Asie du Sud se sont rencontrés pour la première fois en 1985, et depuis les réunions sont régulières, mais les résultats sont maigres (réduction des droits de douane dans le cadre d'accords de commerce multilatéraux -SAPTA- depuis 1993) comparés à ceux d'une organisation comparable comme l'ASEAN pour les pays d'Asie du Sud-Est.

2. L'Union Indienne jusqu'en 1970

L'évolution historique de l'Union Indienne jusqu'au début des années 1970 est largement déterminée par les conditions dans lesquelles s'est effectuée la décolonisation. Les séquelles de la partition soulèvent des problèmes immédiats. Certaines régions sont dans un état de désorganisation complète : c'est le cas du Panjab saigné par la guerre civile, et d'une grande partie de l'Inde du nord où les réfugiés s'entassent dans des camps de fortune ; le tracé des frontières soulève d'épineuses questions dans le domaine des transports, de l'irrigation, de l'approvisionnement et des débouchés de l'industrie. Le traumatisme de l'exode fait des réfugiés des militants en puissance de mouvements anti-

pakistanaï, dans un contexte de tension suscitée par les querelles de partage et la question du Cachemire.

Le destin des états princiers est en effet loin d'être réglé à l'indépendance. Les princes jusque là soumis au protectorat de la Couronne britannique s'étaient en grande majorité ralliés aux vues de Mountbatten, qui leur garantissait le maintien de privilèges locaux dans leurs anciens états sans toutefois leur offrir une représentation politique nationale : dans les régions comme le Rajasthan (appelé alors Rajputana) et le Gujrat où ils étaient majoritaires, on proposa d'emblée le poste de gouverneur au plus influent d'entre eux. Parmi les grands princes, seuls deux souverains, mais non des moindres, refusèrent de pactiser : le nizam de Hyderabad, chef de la plus vaste et de la plus peuplée des principautés, au coeur du Deccan ; et le raja du Cachemire. Or dans les deux cas, il s'agissait de princes de religion différente de celle de la majorité de leurs sujets. Le nizam et son entourage de langue et de culture ourdou se prévalaient d'une légitimité remontant à l'Empire moghol pour imposer à des sujets hindous de langue télougou une domination absolue, assortie d'un impôt foncier particulièrement lourd, et des exactions de milices encouragées par le pouvoir. Face au refus du prince de céder ses Etats à l'Inde, le gouvernement de Nehru et Patel finissent au bout d'un an par organiser une expédition militaire baptisée opération de police qui se solde par l'annexion, le nizam étant maintenu comme gouverneur. Une opération similaire aura lieu en 1961 pour l'annexion de la colonie portugaise de Goa, alors que les comptoirs français seront absorbés sans conflit armé et de façon progressive à la suite de traités signés entre la France et l'Inde, dès après l'Indépendance pour Chandernagor, et en 1954 pour Pondichéry.

Le problème du Cachemire est autrement plus épineux en raison de ses implications internationales. Entre le raja hindou, imposé par les Britanniques au siècle précédent, et ses sujets musulmans, menés par le sheikh Abdullah, les relations n'ont jamais été bonnes: leur seul point commun est un sentiment autonomiste fort, qui les ferait pencher pour une indépendance à la népalaise. Mais de par sa situation stratégique, le Cachemire est l'enjeu de la rivalité des deux nouveaux Etats, et il l'est resté jusqu'à nos jours. Le Pakistan incite des groupes de guerriers pathans à pénétrer au Cachemire, tandis que l'Inde fait pression sur le raja pour qu'il choisisse son camp. Faute d'autre solution, il doit s'y plier, le rattachement devient effectif en octobre 1947, mais n'est pas reconnu par le Pakistan, qui déclenche une guerre qui dure toute l'année 1948 ; le cessez-le-feu signé en janvier 1949 sous l'égide de l'ONU consacre le partage du Cachemire (l'Inde en conservant la partie vitale, le bassin de Srinagar), tout en prévoyant un référendum, qui n'aura jamais lieu ; et c'est le sheikh Abdullah qui pour quelques années deviendra l'homme fort du pays, lui assurant de fait une certaine autonomie au sein de l'Union Indienne.

L'élaboration d'institutions politiques est le second défi auquel se trouve confrontée l'Union Indienne : l'Assemblée Constituante, désignée en 1946 en vertu du système censitaire de 1935, prend trois années pour rédiger une constitution longue et détaillée, toujours en vigueur (mais largement amendée), dont on va dégager quelques traits significatifs, qui résultent d'options imposées par Nehru, appuyé par l'aile progressiste du Congrès, et par quelques politiciens indépendants, comme Ambedkar, le leader des

intouchables ; et en dépit des réticences de l'aile conservatrice du Congrès, incarnée par Patel. Le premier principe qui préside aux institutions de l'Union Indienne est le principe fédéral : ce qui a fait accepter la partition aux leaders du Congrès, c'est que ce principe se combine avec un pouvoir central fort, prépondérant, et avec l'autorité suprême du Parlement. La défense, les affaires étrangères, la justice, l'économie, sont de son ressort, et il peut se substituer aux pouvoirs régionaux en cas de troubles à l'ordre public ou de mauvaise gestion, en vertu d'une règle qui permet au Président de gouverner directement les Etats fédérés, pour une période limitée, et avec l'aval du Parlement (ce qu'on appelle la *President's Rule*). Les Etats, dirigés par un Chief Minister émanation des assemblées locales, et par un Gouverneur nommé par le pouvoir central, assurent la gestion de l'enseignement, de la santé, du maintien de l'ordre local, de l'agriculture, etc... mais dans de nombreux domaines les compétences des Etats sont partagées avec celles du Centre.

Le second principe qui préside aux institutions de l'Inde nouvelle est celui de la démocratie parlementaire bi-camérale. L'Assemblée du Peuple (*Lok Sabha*) est élue pour cinq ans selon le système britannique, au suffrage universel direct des deux sexes (scrutin uninominal à un tour), ce qui représente une innovation radicale en Inde, un saut dans l'inconnu que beaucoup de constituants auraient préféré éviter. L'Assemblée de l'Etat (*Rajya Sabha*) est élue au suffrage indirect, par les assemblées locales pour six ans, au prorata de la population, et renouvelable par tiers (à l'image du Sénat français). Le Premier Ministre qui exerce la réalité du pouvoir exécutif est désigné au sein de la majorité de l'Assemblée du Peuple par un Président lui-même désigné par les deux Assemblées et les représentants des Etats fédérés. Ce système complexe assure une stabilité politique en évitant l'écueil des jeux politiques (il n'y a pas de proportionnelle) et de l'autoritarisme (il n'y a ni présidentialisme, ni plébiscite): le parti du Congrès va gouverner l'Inde de façon continue de 1947 à 1977 sans dépasser 45% des voix aux élections, grâce au système majoritaire à un tour.

Le troisième principe fondamental est la volonté de promouvoir le sécularisme et l'égalité sociale, voire économique des individus. Il s'agit là d'une innovation radicale dans une société basée sur la caste et sur la religion. En conséquence, l'intouchabilité est mise hors la loi, et des mesures de discrimination positive sont prises pour favoriser l'avancement des groupes sociaux défavorisés (les intouchables et les populations "aborigènes", qualifiées en anglais de *depressed castes and tribes*). D'autres mesures sont prévues en faveur d'autres catégories victimes de discriminations dans l'Inde hindoue (veuves par ex.). Enfin, la liberté, l'égalité et les identités religieuses sont reconnues par un Etat séculariste mais non laïque, qui donc admet le maintien d'un droit personnel distinct en fonction de l'appartenance religieuse, ce qui permet aux musulmans l'exercice d'une loi islamique modernisée.

De la période très fertile en événements du gouvernement de Nehru (1947-1964), on retiendra quelques traits significatifs. D'abord le fait que l'Inde est l'un des très rares pays décolonisés qui ait connu une grande stabilité dans sa phase de rodage des institutions. C'est le résultat de l'existence d'un parti structuré, mais aussi de la personnalité incontestée de Nehru. Jawaharlal Nehru est né à Allahabad en 1889 dans une riche famille brahmane

ayant exercé au siècle précédent des responsabilités politiques dans le cadre de l'empire moghol ; après son père Motilal, membre de l'aile modérée du Congrès, il incarne parfaitement les milieux de l'élite anglicisée rompue au maniement des idées et des hommes, ouverte sur le monde extérieur. C'est la rencontre avec Gandhi, et tout autant avec le radicalisme paysan, qui a forgé sa personnalité ; mais il conserve l'attitude aristocratique d'un jeune homme de l'élite découvrant le peuple. Il découvre également la prison, une expérience marquante. En 1929, lors de la seconde vague du mouvement national, il est porté sous l'influence de Gandhi à la présidence du Congrès, il y fait adopter les premières positions radicales, condamner fermement les régimes autoritaires, et affirmer des positions modernistes qui ne sont pas celles de Gandhi, avec lequel il maintient des relations de filiation critique ; son action consiste en quelque sorte à baliser l'itinéraire idéal du nationalisme indien. Lorsqu'il parvient au pouvoir, Nehru a également acquis une expérience de gouvernement (entre 1937 et 1939) et une stature internationale, à l'ouest comme à l'est. Il apparaît comme la figure de proue du mouvement de décolonisation et jouit d'emblée d'un prestige très grand dans les pays de ce qu'on va appeler le 'Tiers-Monde'. A l'intérieur de l'Inde, il a tissé des réseaux de relations diversifiés, qui vont lui permettre, tout en prenant des options de gauche, de gouverner au centre ; en tant qu'héritier désigné de Gandhi, il a en outre l'image d'un homme proche du peuple.

Mais Nehru ne serait rien sans l'appareil du Congrès, qui fonctionne d'une façon très particulière : il n'y a pas de coïncidence entre les formes d'organisation politique et les formes de regroupement social ; le parti du Congrès est dirigé principalement par des brahmanes, mais il va recueillir régulièrement les voix des intouchables (on dit *harijan* à l'époque), des tribaux (appelés désormais *adivasi*, c'est à dire aborigènes), des musulmans, et d'une bonne part des castes paysannes de statut inférieur (ceux qu'on appelle de nos jours les *Other Backward Classes*, OBC). Bien que le Congrès soit dirigé par une bourgeoisie aisée ayant souvent des intérêts fonciers, le prolétariat agricole vote pour lui. Dominé par des hommes du nord, il résiste particulièrement bien dans les électorsats du sud de l'Inde. Le Congrès n'est pas le seul à être dans cette situation paradoxale : le Parti Communiste lui aussi est dominé par des brahmanes mais recueille par exemple au Kerala les voix des chrétiens et des intouchables. Ces décalages font de l'Inde un pays dont le fonctionnement politique peut apparaître déroutant. La multiplicité des intérêts segmentaires est prise en compte par le système du Congrès et a assuré sa survie sur près d'un demi-siècle ; et les lignes de clivage politiques majeures passent à l'intérieur du parti ; à certains égards il s'agit d'une machine électorale à l'américaine, mais sans l'aiguillon de l'alternance. C'est une organisation structurée dont l'appareil directeur tend à prendre des positions conservatrices, mais dont les branches régionales et les sections locales disposent de pouvoirs considérables sur le choix des candidats aux élections, ou le fonctionnement d'organismes satellites comme les associations paysannes (*kisan sabha*) ou certains syndicats. Mais son financement est de plus en plus assuré par les milieux d'affaires et non par des cotisations ; le parti se laisse gagner par la corruption au niveau du gouvernement des Etats, avec la mainmise étatique sur des secteurs clés et l'institution d'un système d'autorisations qui offrent des occasions de pots-de-vin. Néanmoins on ne peut pas dire que

le parti soit gangrené par la corruption durant cette période : les sommes en jeu restent modestes par rapport à celles qui irriguent et dérèglent les marchés mondiaux de l'ère de la 'globalisation'.

La force du Congrès tient aussi à la faiblesse de ses rivaux. A droite, le Jan Sangh, avatar de l'Hindu Mahasabha refondé par de nouveaux militants en 1951, très marqués par l'expérience de la partition (il y a de nombreux émigrés parmi eux), et qui poussent à une politique de confrontation avec le Pakistan présenté comme une sorte d'ennemi... héréditaire. Mais le JS ne recueille qu'entre 3% et 6% des voix. A gauche, le, puis les partis communistes (3% à 9% des voix) n'ont de base électorale que dans quelques régions : principalement le Kerala et le Bengale indien : il s'agit de zones densément peuplées, relativement industrialisées, à taux élevé d'alphabétisme, et ayant un fort pourcentage de basses castes. Ceci dit, le parti du Congrès n'est absolument pas un parti unique comme c'est le cas dans de nombreux pays du "Tiers-Monde" ; il s'agit d'une organisation démocratique qui joue le jeu électoral et en accepte la sanction. La forte politisation des Indiens (le taux de participation y dépasse vite 60%), reflète leur intérêt pour la chose publique issue d'années de lutte nationale. Elle est accompagnée et entretenue par l'essor d'une presse très lue, fort libre à l'égard du pouvoir à l'exception de la période 1975-1977.

Comme dans beaucoup de pays émancipés d'une tutelle impériale, les questions linguistiques allaient vite se révéler explosives en Inde. Les leaders politiques, pour la plupart originaires du nord, envisageaient en effet de remplacer la langue du colonisateur par le hindi en tant que langue officielle de l'Union. Face à ce qu'ils perçoivent comme un déni d'identité et une volonté impérialiste du nord, certains leaders d'opinion du sud dravidien et de l'ouest réclament soit le maintien de l'anglais, soit l'égalité de traitement entre le hindi et les autres langues indiennes ; et ils demandent que les limites des Etats de la fédération soient redessinées de façon à ce qu'elles coïncident avec les limites linguistiques majeures. L'Inde avait en effet hérité de la domination britannique un découpage territorial qui reflétait l'importance des ports comme centres de pouvoir, et l'ancienne distinction entre Inde britannique et Inde princière. Nehru était très réticent à envisager un redécoupage qui risquait d'ouvrir la boîte de Pandore des revendications segmentaires et d'affaiblir le pouvoir central. Il dut s'y résoudre entre 1953 et 1956, sous la pression des militants télougous, puis tamouls, et enfin marathes : d'où la création de l'Andhra Pradesh, du Tamilnadu, du Maharashtra et du Gujarat. Dans cette évolution, la revendication autonomiste des Tamouls n'a pas débouché sur un projet indépendantiste, contrairement à ce qui allait se produire deux décennies plus tard à Sri Lanka : l'Association dravidienne (*Dravidar Kazhagam*) créée par Ramaswamy Naïker, transformée en Association progressiste (*Munnetra*) dravidienne par Annadurai, organise des mouvements de masse qui aboutissent à une victoire électorale à Madras en 1967 ; les scissions intervenues ensuite dans le DMK aboutissent à la formation de deux clans électoraux qui alternent au pouvoir à Madras sans pratiquer de surenchère indépendantiste.

L'autre problème majeur que doit affronter l'Inde de Nehru est celui de ses relations avec ses voisins, Pakistan et Chine. Laissant de côté pour l'instant le Pakistan, on soulignera à quel point la dégradation des relations avec la Chine, devenue communiste

deux ans après l'indépendance de l'Inde, a été décisive pour l'avenir de l'Inde. Dans une première phase, de 1949 à 1955, alors que la situation au Tibet n'avait pas encore pris la forme d'une crise aiguë, l'Union Indienne avait entrepris d'intégrer la Chine dans le bloc des pays afro-asiatiques non-alignés, la victoire des communistes étant interprétée plus comme une libération des impérialismes européens et japonais, que comme un alignement sur l'URSS : l'apogée de ce processus fut la signature en 1954 d'un traité sur le Tibet, et la tenue en 1955 de la conférence de Bandoung. Le tournant pris par le régime chinois sous l'influence de Mao, en 1959 (le "Grand bond en avant"), devait mettre un terme à ce processus. Cherchant à imposer au Tibet les principes et les méthodes du régime maoïste, les autorités chinoises se heurtèrent à une résistance sourde puis ouverte, menée par l'entourage du Dalaï Lama et par les groupes guerriers du Tibet oriental, qui fut matée avec la plus grande violence. Le Dalaï Lama et des milliers de Tibétains se réfugièrent en Inde, où ils reçurent l'asile politique, et s'installèrent à Dharamsala, dans les régions himalayennes. La tension entre les deux pays s'intensifia en 1960 et aboutit en 1962 à l'éclatement d'une guerre-éclair où les troupes Chinoises, ayant l'initiative, avancèrent sans rencontrer beaucoup de résistance dans les territoires revendiqués par l'Inde, au nord du Cachemire (Aksai Chin) et au nord de l'Assam.

La mort de Nehru en 1964, deux ans après la défaite, ouvre une ère de doute et de désabusement dans l'histoire indienne, d'autant qu'elle coïncide avec une dégradation de la situation économique du pays (la planification bat de l'aile, et les mauvaises récoltes contraignent à faire appel à l'aide américaine). Jamais les prédictions pessimistes sur l'avenir de l'Inde n'ont été aussi insistantes. Il n'y a aucune personnalité politique qui ait sa stature, et l'appareil du parti du Congrès, après avoir fait appel à L. B. Shastri, qui meurt au bout de deux ans, se résout à demander en 1966 à la fille de Nehru, Indira Gandhi (son époux n'avait aucun lien de parenté avec le Mahatma Gandhi), d'assumer le poste de Premier ministre. Le geste est lourd de conséquences : une sorte de principe dynastique se trouve ainsi institué au sein de la république indienne, qui va peser sur le destin du parti du Congrès, jusqu'à nos jours. Indira apparaît aux yeux des 'caciques' du parti comme une femme inexpérimentée et que l'on pourra manoeuvrer : mais c'est l'inverse qui se produit au cours des cinq premières années (1966-1971), durant lesquelles elle va affirmer son autorité dans des circonstances difficiles. Indira bénéficie de la connaissance des milieux politiques indiens et internationaux qu'elle a acquise aux côtés de son père, dont elle a été la plus proche collaboratrice durant ses dernières années. Alors qu'aux élections de 1967 le parti du Congrès, face à une opposition unie, ne l'emporte que de quelques sièges, au scrutin de 1971, en dépit de la défection d'une bonne partie de l'appareil dirigeant et de la totalité de son aile droite, effrayée par les mesures d'étatisation accrue de l'économie, Indira Gandhi remporte une victoire incontestable, dans un style populiste, avec pour slogan "à bas la pauvreté".

3. Crises et mutations politiques et sociales depuis 1971 (résumé sommaire)

Les crises séparatistes :

La carte de l'Asie du Sud est restée figée de 1949 à 1971, les changements intervenant à l'intérieur du cadre de l'Union Indienne, par redécoupage des Etats régionaux. Les choses changent radicalement :

- . avec le succès de la lutte des Bengalis qui refusent la domination exercée par les Pakistanais de l'ouest et obtiennent leur indépendance en 1971 avec l'appui de l'Inde ;
- . avec la remise en question à l'échelle mondiale de la légitimité des Etats-nations créés depuis le 19ème siècle ;
- . avec le rôle politique joué par les diasporas sud-asiatiques établies en Occident, qui donnent leur appui à distance aux mouvements séparatistes.

- La naissance du Bangladesh en 1971 (cours du 10 décembre)

- Le séparatisme sikh au Panjab.

Contrairement à la revendication autonomiste tamoule, qui avait été absorbée dans le jeu du système fédéral indien, le parti sikh (*Akali Dal*) ne se contente pas de la concession faite par l'Etat central, qui en 1969 a partagé l'ancien Panjab où les Sikhs étaient en minorité, pour créer un plus petit Panjab où ils disposent d'une courte majorité, le reste du territoire formant le Haryana et l'Himachal Pradesh en majorité hindous. En 1973, les leaders sikhs réclament l'autonomie de leur 'nation' bientôt dénommée Khalistan ; pour garder le contrôle de la région, le Congrès fait de la surenchère en cherchant à manipuler un chef fondamentaliste, Bhindranwale ; celui-ci finit par se retourner contre le gouvernement, ce qui conduit en 1984 à une opération militaire contre le temple d'Amritsar, lieu saint du sikhisme où il s'est retranché, et à l'assassinat d'Indira Gandhi par un de ses gardes du corps sikhs. Le mouvement de rébellion, financé par la diaspora sikh, et aidé en sous-main par les services secrets pakistanais, utilise des méthodes terroristes au cours des années 1980, qui entraînent une violente répression de la part de la police indienne. Mais au cours des années 1990, la tension retombe et le mouvement retrouve une expression politique dans le cadre institutionnel. Le fait que le Premier ministre congressiste de l'Inde depuis 2004 soit d'origine sikh est un signe et un garant de cette normalisation.

- Le séparatisme tamoul à Sri Lanka depuis la fin des années 1970

- Les mouvements séparatistes en Inde du nord-est (Assam et son pourtour)

Dans un contexte géopolitique et ethnique particulièrement complexe (une mosaïque comparable à celle du Caucase, à proximité immédiate du Bangladesh devenu indépendant en 1971, de la Birmanie et du Tibet agités par des mouvements identitaires), les

revendications autonomistes remontent aux années de l'indépendance (chez les peuples Naga), mais elles se sont accentuées et ont pris la forme de rébellions séparatistes lorsque la province de l'Assam qui englobait ces peuples divers a cherché à imposer la culture et la langue de l'ethnie majoritaire (Ahom). Au cours des années 1970 et 1980, le gouvernement central a multiplié les concessions, créant de nouveaux Etats au détriment du territoire de l'Assam, tandis que l'arrivée d'immigrants musulmans venus du Bangladesh voisin compliquait encore le tableau. Les leaders ahom se sont organisés pour défendre leurs intérêts et ont provoqué de violentes émeutes à partir de 1983, qui ont achevé de déstabiliser la région, dont l'équilibre dépend de compromis fragiles depuis le retour au calme relatif des années 1990.

- Les mouvements armés au Cachemire (voir le livre de J.L Racine, Cachemire, au péril de la guerre, éditions Autrement)

A l'autre bout de l'Himalaya, les conflits, plus anciens encore, sont aggravés par l'implication du Pakistan qui n'a pas accepté l'adhésion de l'Etat princier du Cachemire (musulman à 80%) à l'Union Indienne. Le pays a été partagé en 1949 à l'issue de la guerre, l'Inde en gardant la plus grande partie. Le Congrès indien était allié avec un mouvement politique local, la Conférence Nationale animée dès 1931 par le cheikh Abdullah, qui après 1949 collabora avec les autorités de Delhi, obtenant un statut spécial pour la région (article 370 de la Constitution qui donne un droit de veto à l'Assemblée locale), puis se brouilla avec elles lorsqu'il prit des initiatives diplomatiques sans en référer à Nehru (Abdullah fut arrêté en 1953, libéré en 1958, arrêté en 1959, libéré en 1968), tandis que le gouvernement de Delhi imposait son autorité en combinant manière forte et corruption. Après le décès du leader en 1982, des mouvements radicaux armés (JKLF, Jammu and Kashmir Liberation Front) commencèrent à revendiquer l'indépendance du Cachemire, tandis que les nationalistes hindous réclamaient l'abolition de l'article 370, et que le Pakistan infiltrait des agents chargés de fomenter des troubles. A partir de 1989, Le Cachemire entra en dissidence ouverte, l'Inde envoya l'armée pour y maintenir l'ordre (150.000 hommes, 10% de ses effectifs, et davantage ensuite), les groupes extrémistes soutenus par le Pakistan et par les talibans afghans y proliférèrent, et l'économie locale périclita. Près de vingt ans plus tard, la situation reste explosive et le séparatisme toujours aussi fort.

La crise du système congressiste

Indira Gandhi perd vite sa popularité après la succès politico-militaire de 1971. Elle s'engage dans une aventure qui porte atteinte aux principes de la démocratie en proclamant l'Etat d'urgence pour museler l'opposition qui prétend faire invalider son élection (1975), sans pour autant aller jusqu'au coup d'état, l'armée restant en Inde garante de la légalité républicaine. Cette aventure aboutit à la première défaite électorale du Congrès en 1977, trente ans après l'indépendance. La coalition Janata qui gagne les élections se révèle incapable de gouverner en raison de ses divisions et le Congrès l'emporte à nouveau en 1980, mais l'autorité d'Indira Gandhi est ébranlée. Sa gestion désastreuse de la

revendication des Sikhs (répression d'Amritsar en 1984) aboutit à son assassinat par un garde du corps sikh (le premier grave assassinat politique depuis 1948), et à des violences intercommunautaires à Delhi. Sa succession fait apparaître à nouveau la faiblesse d'un parti incapable de lui trouver un autre remplaçant que son fils Rajiv Gandhi. Rajiv n'a aucune expérience politique, et va multiplier les concessions opportunistes qui dilapident l'héritage politique de son grand-père Jawaharlal Nehru. Face à de nouvelles forces politiques (B.J.P., partis régionaux et partis représentant les intérêts des masses paysannes), le Congrès est incapable de mobiliser une majorité et perd les élections à répétition de la fin des années 1990. Mais grâce à une politique d'alliances, il parvient à se redresser en 2004.

La crise du sécularisme et la montée du BJP

A partir des années 1980, les principes sur lesquels reposait le consensus fondateur de la république indienne montrent leurs contradictions et sont ouvertement remis en cause par la droite hindoue militante, organisée dans un parti rénové, le *Bharatiya Janata Party* (BJP, Parti du peuple de Bharat). La politique opportuniste menée par Rajiv Gandhi en accentue les effets.

- le sécularisme postulait le traitement sur pied d'égalité des différentes religions présentes en Inde, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires, et la reconnaissance par l'Etat des particularités sociales et juridiques en découlant (en ce sens le sécularisme reconnaît les communautés et se distingue de la laïcité à la française), dans l'attente d'une évolution de la société
- l'égalitarisme postulait la non-reconnaissance par l'Etat des hiérarchies sociales impliquées par le système des castes (qui avaient au contraire été légitimées par le pouvoir colonial), et l'Etat se donnait pour tâche de lutter contre les inégalités en privilégiant les victimes du système par des mesures de discrimination positive.

Lorsqu'il parvient au pouvoir après l'assassinat de sa mère et des élections anticipées largement remportées par le Congrès, Rajiv laisse se développer, outre la corruption qui déconsidère son entourage, une série d'affaires largement médiatisées qui lui valent l'hostilité des milieux éclairés. Ainsi pour satisfaire les musulmans orthodoxes, il prend le contrepied d'une décision de la Cour suprême qui avait accordé à une musulmane répudiée, Shah Bano, une pension alimentaire ; puis pour donner un gage aux hindous militants il rouvre l'accès à la mosquée d'Ayodhya que Nehru avait fait fermer pour éviter des incidents entre hindous et musulmans : cette mosquée aurait été construite au 16e siècle sur l'emplacement supposé d'un temple au dieu Ram, et l'Association hindoue universelle (*Vishwa Hindu Parishad*) liée au BJP réclamait la reconstruction de ce temple.

A l'issue des élections de 1989 perdues par Rajiv Gandhi, le BJP organisa de vastes manifestations convergeant vers Ayodhya, en 1990 puis en 1992, qui aboutirent à la destruction de la mosquée. Une vague de violence intercommunautaire déferla alors sur l'Inde, notamment dans la ville de Bombay secouée par les appels à la xénophobie lancés par le leader populiste d'un parti régional, la *Shiv Sena*. Ces violences devaient se

prolonger au Gujarat jusqu'au début du XXI^e siècle avec la connivence du gouvernement local BJP.

L'affaiblissement du Congrès laissa place en 1996 à un essai sans lendemain de gouvernement par une coalition de partis régionaux et de partis de gauche. La victoire électorale du BJP en 1998 lui permit de gouverner l'Union Indienne jusqu'en 2004, et de tenter d'imposer en particulier dans le domaine de l'éducation sa conception de l'identité nationale fondée sur l'hindouïté (*hindutva*).

L'affirmation politique des masses défavorisées (*Dalit*, *Adivasi* et OBC)

Ces trois catégories représentent les trois quarts de la population indienne, mais n'ont eu jusqu'à la fin du 20^e siècle qu'un rôle de clientèle pour des partis politiques dirigés par des leaders appartenant aux milieux favorisés par leur naissance et par leur aisance. A partir des années 1980, elles cessent de voter pour le Congrès et constituent des mouvements politiques autonomes, dont les intérêts ne convergent pas entre eux. Les intouchables (ils se font désormais appeler *Dalit*, c'est à dire opprimés) qui bénéficient d'un quota d'emplois publics et d'une représentation garantie par le système des sièges réservés, accordent désormais leurs suffrages à des partis dirigés par des membres de leur communauté, qui obtiennent en s'alliant avec l'un des partis nationaux des postes de responsabilité dans des Etats importants comme l'Uttar Pradesh. Les aborigènes (*Adivasi*) qui ont aussi des quotas et des circonscriptions réservées, obtiennent des gouvernements du Congrès puis du BJP la création de nouveaux Etats où ils sont en majorité (dans le Nord Est: Nagaland, Mizoram, Meghalaya et Arunachal, puis dans le Centre Est : Jharkhand et Chhattisgarh).

La catégorie des "autres classes arriérées" (OBC) est particulièrement floue : dans son acception la plus large, elle rassemble plus de la moitié de la population indienne (ceux qui étaient qualifiés de *shudra* dans le système brahmanique, ainsi que les musulmans, sikhs ou chrétiens n'appartenant pas aux milieux de l'élite). D'abord dans le sud de l'Inde, puis dans la vallée du Gange, et enfin à l'échelle nationale, des politiciens s'identifiant à cette catégorie réclament, puis obtiennent la mise en place de quotas qui, additionnés à ceux des deux autres catégories, atteignent voire dans certains cas dépassent 50% des emplois publics (recommandations de la commission Mandal de 1982, mises en pratique en 1990, accordant 27% des postes aux OBC). Ce qui entraîne le mécontentement des hautes castes (notamment des brahmanes) qui défendent le principe du recrutement au seul mérite et accordent leurs voix au BJP, garant à leurs yeux des valeurs aristocratiques qui sont les leurs.

Conclusion: les paradoxes et la résistance de la démocratie indienne

(cf. livre récent de Christophe Jaffrelot sur la démocratie en Inde)

- une démocratie politique qui fonctionne et s'élargit aux catégories plébéiennes
- dans une société restée largement inégalitaire en dépit des mesures de discrimination positive
- avec un certain nombre de dérapages et d'accrocs (Etat d'urgence, President's rule, principe dynastique, corruption)

mais dans le cadre d'un état de droit assuré par l'autorité de l'appareil judiciaire et par la non-intervention de l'armée dans le jeu politique.